

***Lutte contre les inondations sur le territoire de la
Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois***

***Aménagement d'ouvrages de rétention en tête de bassin
versant de l'Aa en amont de Wicquinghem***

***Servitude de rétention temporaire des eaux - projet
d'arrêté***

SOMMAIRE DETAILLE

PROJET D'ARRETE

| | |
|--|---|
| ARTICLE 1 - OBJET | 3 |
| ARTICLE 2 - PARCELLES CONCERNEES | 3 |
| ARTICLE 3 - ACHEVEMENT DES TRAVAUX / APPLICATION DE LA SERVITUDE | 3 |
| ARTICLE 4 - ETAT DES LIEUX..... | 3 |
| ARTICLE 5 - INDEMNISATION | 4 |
| ARTICLE 6 - ACTIVITES REGLEMENTEES | 5 |
| ARTICLE 7 - ENGAGEMENTS DES EXPLOITANTS AGRICOLES | 6 |
| ARTICLE 8 - ACCES POUR ENTRETIEN ET EXPLOITATION | 6 |
| ARTICLE 9 - NETTOYAGE DE LA ZONE D'INFLUENCE..... | 7 |
| ARTICLE 10 - ENGAGEMENT ET GARANTIES DU MAITRE D'OUVRAGE | 7 |
| ARTICLE 11 - NOTIFICATION | 7 |
| ARTICLE 12 - PUBLICATION | 8 |
| ARTICLE 13 - RECOURS | 8 |
| ARTICLE 14 - EXECUTION | 8 |

PROJET D'ARRETE

ARTICLE 1 – OBJET

Des servitudes d'utilité publique sont instituées pour la création, l'agrandissement et la réhabilitation d'ouvrages de rétention ainsi que pour réglementer les aménagements existants sur les parcelles définies à l'article 2.

Des travaux de création, d'agrandissement, de réhabilitation, d'accès au chantier et tous travaux nécessaires au bon fonctionnement des ouvrages de rétention seront réalisés par la Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois.

Ces servitudes d'utilité publique sont valables pendant la période de travaux ainsi que pendant la période d'exploitation des ouvrages.

ARTICLE 2 – PARCELLES CONCERNEES

Les parcelles situées sur le territoire des communes de :

- Bourthes
- Wicquinghem
- Ergny

Et situées dans la liste annexée au présent arrêté sont frappées d'une servitude d'utilité publique de surinondation destinée à la régulation des écoulements en tête de bassin versant de l'Aa à la fois pendant la période des travaux et pendant la période d'exploitation des ouvrages.

ARTICLE 3 – ACHEVEMENT DES TRAVAUX / APPLICATION DE LA SERVITUDE

La Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois, Maître d'Ouvrage, informera par écrit le Préfet de l'achèvement des travaux de création, d'agrandissement et de réhabilitation des ouvrages de rétention situés sur les communes citées à l'article 2 et donc de la date de mise en service des ouvrages.

Dans la mesure où, ultérieurement, il y aurait modification ou démontage d'un de ces ouvrages et remise en état des sites comme à la situation antérieure, la Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois, Maître d'Ouvrage, informera par écrit le Préfet de l'achèvement des travaux et de la modification/suppression de la servitude relative au site modifié.

ARTICLE 4 – ETAT DES LIEUX

La Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois, Maître d'Ouvrage, réalisera un état des lieux avec les propriétaires des terrains avant la première mise en service des ouvrages concernés. Cet état des lieux sera complété avec la première mise en fonctionnement des ouvrages.

ARTICLE 5 – INDEMNISATION

La Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois exerce sa responsabilité de Maître d'Ouvrage vis-à-vis des constructions réalisées et notamment celle d'indemniser les propriétaires et exploitants d'activités pour les servitudes instaurées et les préjudices que pourraient occasionner l'implantation des ouvrages et le fonctionnement partiel ou total de l'aménagement en période de crues.

Les règles d'indemnisation sont définies sur la base du protocole d'indemnisation des préjudices fonciers et agricoles liés à l'aménagement et au fonctionnement des champs d'inondation contrôlée mis en place par le Syndicat mixte pour l'aménagement et la gestion des eaux de l'Aa (SmageAa). Ce protocole a été conclu entre le SmageAa, la Chambre d'Agriculture de Région Nord – Pas-de-Calais, la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles du Pas-de-Calais, le Syndicat Départemental de la Propriété Privée Rurale du Pas-de-Calais et l'Etablissement Public Foncier Nord – Pas-de-Calais, le 1er avril 2011.

Les règles d'indemnisation sont applicables pour les ouvrages existants ne nécessitant pas de travaux, les ouvrages à réhabiliter, les ouvrages à agrandir et à créer.

Les modalités particulières d'indemnisation sont les suivantes :

- Emprise du barrage :
 - Propriétaire : l'impact sur l'emprise du barrage étant réel, l'indemnisation se calculera sur la base **de 10 000 €/ha**. Cette indemnité sera payée lors de l'instauration de la servitude.
 - Occupant : les barrages seront aménagés afin de garantir le maintien des activités actuelles (pâturage). A ce titre, il n'est pas prévu d'indemniser les occupants (exploitants agricoles).
- Emprise de la zone sur-inondée :
 - Propriétaire : l'impact de la servitude est limité, cependant les parcelles seront grevées d'une servitude qui entraîne un préjudice aux propriétaires, notamment en termes de revente. C'est pourquoi, l'indemnisation se calculera sur la base **d'un taux de 15% de 10 000 €/ha** lors de l'instauration de la servitude.
 - Occupant : les pertes de récoltes seront indemnisées par la collectivité. Les modalités seront les suivantes :
 - Déclaration de l'exploitant sous 10 jours après le remplissage du site
 - Evaluation d'un expert (si besoin) pour définir le montant de l'indemnité
 - Indemnité basée sur les barèmes de la chambre d'agriculture

Si, dans le délai de trois mois à partir de la notification aux propriétaires prévue à l'Article R 211-100 du Code de l'Environnement, aucun accord n'a pu s'établir sur le montant des indemnités consécutives à l'application de la servitude, le juge de l'expropriation peut être saisi dans les conditions prévues au livre III du code d'expropriation pour cause d'Utilité Publique.

Un droit de délaissement est ouvert aux propriétaires de parcelle(s) grévée(s) par une des servitudes pendant les 10 (dix) ans à compter de la date de l'Arrêté Préfectoral constatant l'achèvement des travaux.

ARTICLE 6 – ACTIVITES REGLEMENTEES

Les propriétaires et occupants des parcelles contenues dans la liste jointe au présent dossier sont tenus à s'abstenir de toute action pouvant nuire au bon fonctionnement, à l'entretien et à la conservation des ouvrages aménagés par la Communauté de communes du Haut-Pays du Montreuillois.

Tous les travaux ou ouvrages, qui en raison de leur nature, de leur importance ou de leur localisation, sont susceptibles de faire obstacle au stockage ou à l'écoulement des eaux et qui n'entrent pas dans le champ d'application des déclarations ou autorisations instituées par le Code de l'Urbanisme et/ou le Code de l'Environnement sont soit interdits soit soumis à demande d'autorisation préalable auprès du Maître d'Ouvrage.

Les dommages matériels touchant les récoltes, les cultures, le cheptel mort ou vif, les véhicules terrestres à moteur et les bâtiments causés par une surinondation liée à une rétention temporaire des eaux dans les zones grevées de servitudes mentionnées à l'article 1 ouvrent droit à indemnités pour les occupants. Toutefois, les personnes physiques ou morales qui auront contribué par leur fait ou par leur négligence à la réalisation des dommages sont exclues du bénéfice de l'indemnisation dans la proportion où lesdits dommages peuvent leur être imputables. Ces indemnités sont à la charge de la collectivité qui a demandé l'institution de la servitude grevant la zone.

Les dommages touchant les récoltes, les cultures et le cheptel mort ou vif affectés aux exploitations agricoles sont évalués au besoin par un expert et indemnisés sur la base des barèmes de la chambre d'agriculture.

Deux zones sont à distinguer pour les activités réglementées : l'emprise des barrages et l'emprise des zones sur-inondées.

Emprise des barrages

Toutes constructions, exhaussements et affouillement des sols et sous-sols, travaux (plantation...) et installations de quelque nature qu'ils soient, sont interdits. L'emprise des barrages devra obligatoirement rester en herbe (hormis pour l'ouvrage du type bassin de rétention – E12-4).

Emprise des zones sur-inondées

Parmi ces activités et ouvrages sont particulièrement concernés :

- les affouillements de toute nature : demande d'autorisation ;
- les remblaiements de toute nature : interdiction ;
- la création de voies d'eaux temporaires ou permanentes : demande d'autorisation ;
- la réalisation de travaux de drainage (fossés, noues,...) : demande d'autorisation ;
- la création de plans d'eau (mares, étangs,...) : demande d'autorisation ;
- la création de chemins : demande d'autorisation ;
- la création de nouvelles clôtures : demande d'autorisation ;
- le stationnement même temporaire de caravanes, mobil-home ou de camping car, de tentes : interdiction en période allant de novembre à mars, demande d'autorisation pour les autres périodes ;
- les constructions de quelque nature que ce soit (abris, dépendances, huttes de chasses,...) : interdiction pour tout ouvrage situé sous la cote maximale d'eau de l'ouvrage. Demande d'autorisation pour les cas de situation au-dessus de cette cote maximale ;

- les dépôts, même temporaires, de tout type de déchet, même inertes : interdiction en période allant de novembre à mars, demande d'autorisation pour les autres périodes ;
- les plantations d'arbres et arbustes + haies en raison du risque d'embâcle que cela engendre : demande d'autorisation ;
- les dépôts, même temporaires, de déchets végétaux de type coupes de bois (tailles d'arbustes et arbres) en raison du risque d'embâcle que cela engendre : interdiction en période allant de novembre à mars, demande d'autorisation pour les autres périodes ;
- demande d'autorisation pour les coupes et arrachage arbres et arbustes, haies ;
- interdiction d'aménagement de tout obstacle aux écoulements sur fossés, noues ;
- demande d'autorisation pour toute création de franchissement de fossés, noues ;
- obligation du maintien en herbe ;
- interdiction d'entreposage de matériel de novembre à mars ;
- obligation du maintien du libre accès au maître d'ouvrage. S'il y a présence d'un cadenas sur portail, le double des clés est à fournir au maître d'ouvrage ;
- obligation d'informer les locataires du règlement de la servitude ;
- obligation de signaler au maître d'ouvrage tout changement de locataire.

ARTICLE 7 – ENGAGEMENTS DES EXPLOITANTS AGRICOLES

Les exploitants agricoles seront aussi soumis à certaines contraintes d'exploitation. Ils s'engageront notamment à :

- respecter la réglementation de l'article 6,
- maintenir en herbe les prairies présente dans la zone de servitude,
- continuer à payer son loyer au propriétaire sans pouvoir invoquer la servitude dans la détermination de son montant.

L'exploitant agricole de la parcelle C 491 (commune de Bourthes) devra mettre en herbe la partie Est de sa parcelle, soit 2 750 m² (cf. localisation en annexe du présent arrêté).

ARTICLE 8 – ACCES POUR ENTRETIEN ET EXPLOITATION

Les propriétaires et occupants des parcelles dans la liste jointe au présent dossier sont tenus de laisser le libre passage des engins de chantier et des équipes de surveillance et d'entretien des ouvrages mandatés par le Maître d'Ouvrage pour réaliser les travaux liés à la construction et l'entretien des ouvrages de rétention. Il s'agit notamment de laisser libre passage pour les travaux et l'entretien :

- des barrages eux-mêmes pour leur surveillance et leur entretien ;
- des ouvrages nécessaires au fonctionnement des barrages (fosses de dissipation, chenaux d'alimentation, déversoirs d'orages,...).

Les interventions d'entretien auront notamment lieu après chaque remplissage important et dans une périodicité dictée par les conditions de surveillance et d'entretien des ouvrages (tous les 5 à 10 ans pour le curage et/ou après un remplissage important suivant le diagnostic visuel de l'état du site).

ARTICLE 9 – NETTOYAGE DE LA ZONE D'INFLUENCE

Le maître d'ouvrage s'engage à faire procéder à ses frais aux opérations de nettoyage des déchets apportés par les eaux de ruissellement, de toutes les parcelles incluses dans le périmètre d'influences des sites. Dans le cas où le site a fonctionné, le nettoyage devra avoir lieu dans un délai maximum de 3 mois et ce avant le 31 mars. Le propriétaire ou l'exploitant pourra aussi faire la demande écrite ou orale auprès du maître d'ouvrage.

Du 1er avril au 31 septembre, le maître d'ouvrage tiendra compte de l'urgence à nettoyer et réparer. Il engagera, dans la semaine qui suit le remplissage, les démarches nécessaires à la remise en état. Celle-ci devra être faite au plus vite et au maximum dans un délai d'un mois.

Le nettoyage de la zone d'influence consiste en :

- l'enlèvement de tout macro déchet visible à l'œil nu et amené par les eaux de ruissellement (plastique, bois morts, déchets non organiques divers),
- le décapage de points singuliers d'accumulation de sédiments (fossé, exutoire...),
- la restauration des chemins dégradés par la mise en eau du barrage,
- l'intervention sur les arbres effondrés ou déstabilisés par la mise en eau du barrage,
- la remise en état et l'entretien des organes de régulation des débits et du déversoir,
- la restauration des aménagements agricoles légers (abreuvoirs, parcs, clôtures).

ARTICLE 10 – ENGAGEMENT ET GARANTIES DU MAITRE D'OUVRAGE

Dans le cadre des aménagements de champs d'inondation contrôlée, le maître d'ouvrage s'engage à :

- réaliser avant aménagement un état des lieux, sur l'ensemble des sites,
- verser aux propriétaires et exploitants des parcelles concernées, les indemnités décrites dans l'article 5,
- considérer toutes les demandes des propriétaires et exploitants,
- veiller à la bonne gestion des ouvrages et assurer leur entretien régulier,
- procéder ou faire procéder au nettoyage des sites après inondation et charriage de déchets ou embâcles,
- informer et faire participer les propriétaires et exploitants concernés aux réunions prévues pendant et après la construction des ouvrages.

Par ailleurs, le maître d'ouvrage engage sa responsabilité, à dire d'experts, vis-à-vis des risques autres que ceux dus à une simple crue mais liés à la présence et au fonctionnement des ouvrages, notamment le risque sanitaire.

Si la propriété et/ou la gestion des ouvrages se trouvaient être transférées à une autre collectivité ou organisme, l'ensemble des conditions, règles et engagements décrites dans ce présent arrêté devrait être respecté par le futur maître d'ouvrage et/ou gestionnaire.

ARTICLE 11 – NOTIFICATION

Conformément aux dispositions de l'Article R 211-100 du Code de l'Environnement, l'Arrêté est notifié à la Communauté de communes du haut-Pays du Montreuillois, bénéficiaire de la servitude. Ce dernier le notifie à chaque propriétaire et exploitant intéressé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Au cas où la résidence du propriétaire est inconnue, la notification de l'acte est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle se trouve la propriété.

ARTICLE 12 – PUBLICATION

Le présent arrêté sera publié par les soins des Maires sur le territoire de leur commune, par voie d'affiches, notamment à la porte des Mairies pendant un délai de 15 jours. Il sera justifié de l'accomplissement de cette formalité par la production d'un certificat établi par le Maire. De plus, il sera publié au recueil des actes administratifs et inséré dans deux journaux locaux.

ARTICLE 13 – RECOURS

Le présent Arrêté peut être déféré au tribunal administratif de Lille (5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 Lille Cedex) dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où le dit acte a été publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Pas-de-Calais.

ARTICLE 14 – EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer, le Président de la Communauté de communes du Haut-Pays du montreuillois, les maires des communes de Bourthes, de Wicquinghem et de Ergny sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera adressée au sous-préfet de Montreuil.

Annexes

Annexe 1 : Plans du périmètre de la servitude

Annexe 2 : Liste des propriétaires dont les terrains sont grevés par la servitude

Annexe 3 : Délimitation de la surface à mettre en herbe sur l'ouvrage D19-8